

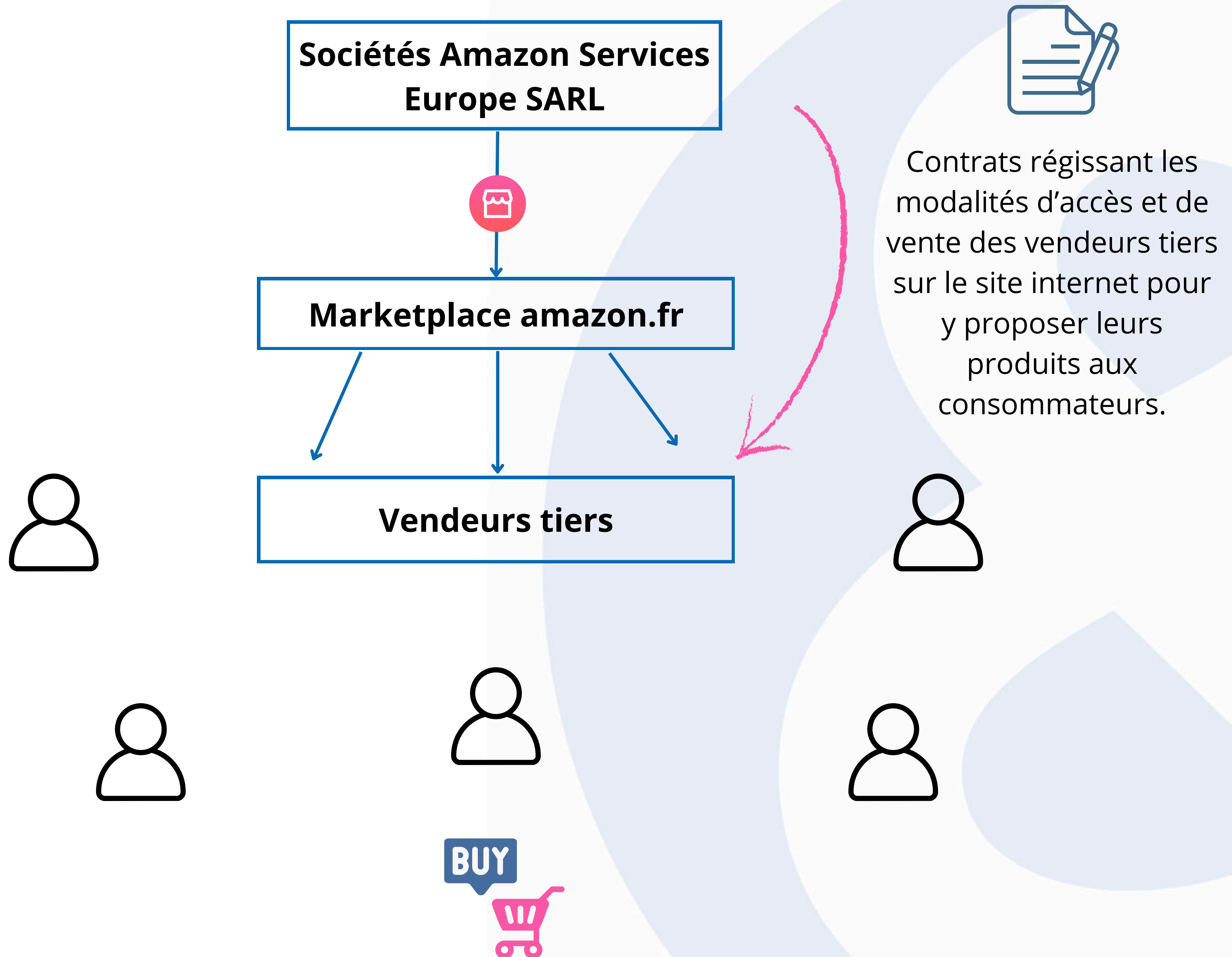
RÉDUCTION DU MONTANT DE L'ASTREINTE IMPOSÉE PAR LA DGCCRF (2022) À AMAZON POUR DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

*Tribunal administratif de Paris
9 juillet 2025
n°2206656/2-2*

ENSEMBLE FAISONS DU DROIT
UNE OPPORTUNITÉ



RAPPEL DES FAITS



RAPPEL DE LA PROCÉDURE

18 juillet 2017

Assignation par le ministre de l'économie et des finances

Onze clauses figurant dans les contrats entre Amazon et les vendeurs tiers caractérisent un **déséquilibre significatif** au sens de l'article L.442-6 ancien (devenu L.442-1 I 2°) du Code de commerce.

2 septembre 2019

Jugement du tribunal de commerce de Paris

Sept des onze clauses créent un **déséquilibre significatif** entre les parties.

Amende de 4 millions d'euros à l'encontre de la société Amazon.

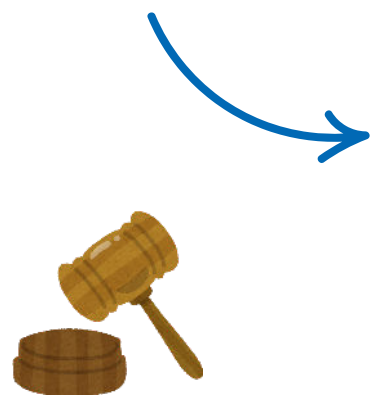
4 mai 2020

Demande d'informations du service national des enquêtes (SNE) de la DGCCRF sur les relations contractuelles entre Amazon et les vendeurs tiers actifs sur la place de marché "amazon.fr"



RAPPEL DE LA PROCÉDURE

15 décembre 2021



Injonction du SNE de la DGCCRF

Mise en conformité de plusieurs stipulations des documents contractuels à destination des vendeurs tiers avec :

- les dispositions de l'article **L.442-1 I 2° du Code de commerce**
- et du **règlement n°2019/1150** promouvant l'égalité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne (PtoB).

*Délai de mise en conformité de 3 mois
sous peine d'une astreinte de 90 000€ par jour*

18 mars 2022



Requête en annulation devant le tribunal administratif de Paris par la société Amazon

- Méconnaissance des règles relatives à la **compétence territoriale de la DGCCRF** ;
- Méconnaissance du **champ d'application territorial de l'article L. 442-1 I 2°** ;
- Contestations relatives à l'**application cumulative des dispositions internes et européennes** et l'**appréciation des faits**.

9 juillet 2025

Jugement du tribunal administratif de Paris



Annulation partielle de l'injonction.

SUR LA COMPÉTENCE TERRITORIALE DE LA DGCCRF

Arguments de la société Amazon

Le siège social est situé au Luxembourg.

Aucune disposition législative ou réglementaire n'autorise les agents de la DGCCRF à accomplir des actes d'enquête **au-delà du territoire national**.



Tribunal administratif

Les agents de la DGCCRF ne se sont pas transportés en dehors du territoire national et n'ont pas accompli d'actes positifs d'enquête à l'extérieur du territoire français.

La société Amazon a noué des relations avec des **vendeurs tiers dont certains sont établis sur le territoire français** et la place de marché Amazon s'adresse principalement à **une clientèle française**.

La société Amazon qui, si elle est de droit luxembourgeois, **est néanmoins tenue de respecter les dispositions du titre IV du livre IV du code de commerce**.

Injonction confirmée.

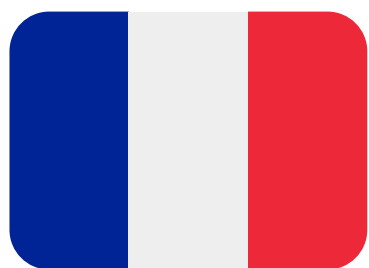


SUR LE CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DE L'ARTICLE L. 442-1 I 2° DU CODE DE COMMERCE

Arguments de la société Amazon

Aucune distinction n'a été faite entre les vendeurs tiers en fonction de leur lieu d'établissement (France ou étranger).

Or, les dispositions de L.442-1 I 2° du Code de commerce **ne sont opposables que si la preuve d'un lien de rattachement avec la France peut être rapportée.**



Tribunal administratif

Le Règlement "Rome II" sur la loi applicable aux obligations non contractuelles est **inapplicable à la matière administrative.**

La clause de choix de loi applicable (droit luxembourgeois) ne fait pas obstacle à ce que les autorités françaises agissent sur le fondement du Code de commerce français **à condition qu'il existe un lien de rattachement avec le territoire français.**

La destination territoriale (France) des produits proposés sur le site « amazon.fr » **et la clientèle exclusivement française** établissent **l'existence d'un lien de rattachement suffisant avec le territoire français.**

Injonction confirmée.



SUR L'ANALYSE DES CLAUSES CRÉANT UN DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

Clauses ne créant pas de déséquilibre significatif

- La **clause de garantie A-Z** (garantie couvrant les délais de livraison, l'état des articles pour les commandes expédiées directement par les vendeurs tiers)
- La **clause prévoyant pour Amazon la possibilité de déterminer si un client a droit à un remboursement, ajustement ou remplacement** du produit dans des cas spécifiques (risques de produits non conformes, défectueux ou susceptibles de faire l'objet de procédure de rappel) ;
- La **clause d'ingérence dans la politique tarifaire** des vendeurs tiers en cas de pratiques tarifaires déloyales ou frauduleuses (permet de retirer les produits si le prix est erroné ou excessif) ;
- La **clause interdisant aux vendeurs tiers de prospecter** leur clientèle hors du cadre des transactions conclues via le site « amazon.fr » ;
- La clause définissant les responsabilités respectives des acteurs durant le stockage des marchandises et notamment le fait qu'Amazon ne soit **pas responsable en cas de dégradation des produits imputable à des facteurs autres que les opérations de manutention effectuées par Amazon au sein des entrepôts de stockage.**

Injonction annulée.

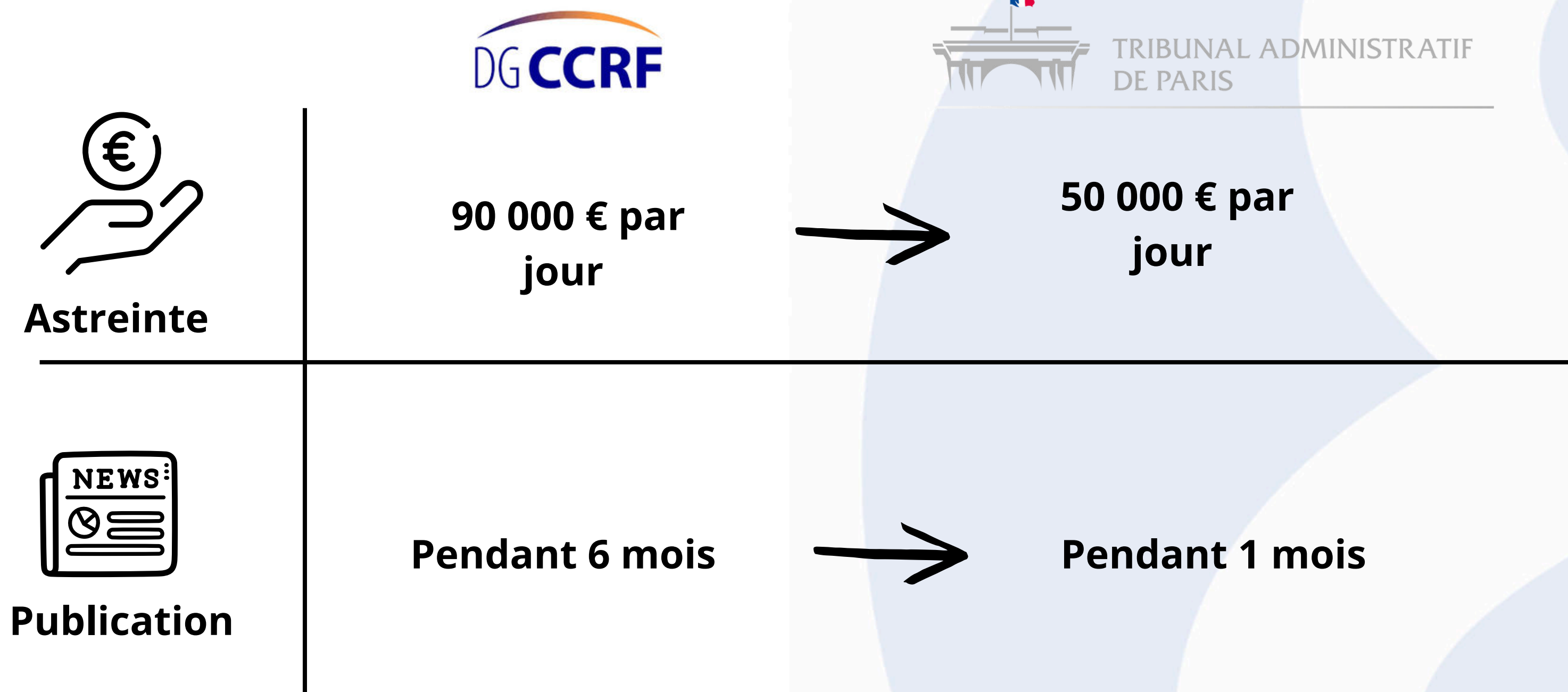


Clauses créant un déséquilibre significatif

- La clause permettant à Amazon (avec un pouvoir discrétionnaire) de **modifier le contrat** à tout moment avec effet immédiat
- La clause permettant à Amazon de **résilier le contrat sans motif**, dans le cadre d'un préavis de 30 jours
- La clause permettant à Amazon d'**interdire la vente de certains produits** sans motif clairement défini ;
- La **clause de médiation désignant un seul organisme.**

Injonction confirmée. ✓

DÉCISION





Loi & Stratégies
NICOLAS GENTY – AVOCATS

15, rue du Louvre – 75 001 Paris
31, rue Faidherbe – 59 000 Lille
E-mail : welcome@loietstrategies.com
www.loietstrategies.com

ENSEMBLE FAISONS DU DROIT
UNE OPPORTUNITÉ